

LARGO

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 71.005,96 euros
4, rue Jean Mermoz - 44980 Sainte-Luce-sur-Loire
821 173 572 RCS NANTES
(la "**Société**")

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2023

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2023

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires à l'effet de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société et des résultats de notre gestion, au cours du semestre clos le 30 juin 2023 et soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

1. **EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2023**

- **Confirmation du tournant stratégique enclenché au début du 1^{er} semestre 2023 basé sur l'approvisionnement en circuit court et la vente sur des canaux complémentaires à valeur :**

- Accélération des volumes achetés en circuit court via des programmes de reprise auprès des particuliers et des entreprises ;
- Développement des ventes sur le canal digital (largo.fr, places de marchés France et Europe) ;
- Validation du modèle économique de l'Entreprise au regard des meilleurs indicateurs de rentabilité sur les produits achetés et vendus sur le S1 2023 ;

- **Commercialisation du stock de l'ancienne stratégie** (antérieur au 31/12/2022) au détriment de la marge financière de la période mais au profit de la trésorerie dont le flux opérationnel est à l'équilibre sur le 1er semestre 2023 grâce à une nette amélioration du BFR.

- **Poursuite du développement de Largo Business** avec la mise en place d'un réseau de partenaires revendeurs spécialisés et nationaux et la signature de partenariats avec des entreprises de premier plan comme IKKS, Lhyfe, Vorwerk, Cat-Amania, la Coopérative U ou encore la Mie Câline accompagnée d'une prise de participation à 100 % dans LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH) en juin 2023.

2. **EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET 2023**

- **Signature d'un contrat avec un opérateur télécom de premier plan** pour la distribution de ses Smartphones reconditionnés ; Au cours du dernier quadrimestre 2023, cet opérateur français distribuera les Smartphones Largo reconditionnés par l'entreprise via son réseau de magasins en France, sur ses sites Internet et son offre B2B dédiée aux entreprises.

La première livraison a eu lieu en septembre 2023.

- **Obtention du label RECQ** en septembre 2023 récompensant la qualité de son reconditionnement et poursuite de la mise en œuvre de la stratégie RSE de l'entreprise ;

3. ACTIVITE ET COMPTES DE LA SOCIETE

- ***Activité de la Société sur le premier semestre 2023 et analyse du compte de résultat***

Le total de l'actif et du passif du semestre écoulé s'élève à 13 603 279 euros contre 17.986.535 euros au 30 juin 2022.

Le montant des capitaux propres du semestre écoulé s'élève à 5 671 674 euros contre 10.839.809 euros au 30 juin 2022.

Le chiffre d'affaires de la Société, au 30 juin 2023, s'inscrit, en baisse de 740.670 euros pour s'établir à 8 542 717 euros, contre 9.283.387 euros au 30 juin 2022.

Les produits d'exploitation s'élèvent à un total de 9 363 226 euros au 30 juin 2023 contre 9.370.960 euros au 30 juin 2022. Au titre du premier semestre 2023, la quote-part des subventions d'exploitation s'élevant à 9.952 euros contre 38.373 euros au titre du premier semestre 2022, ainsi que les reprises sur amortissement provisions et transferts de charges s'élevant à 778 574 euros au 30 juin 2023 contre 28.940 euros au titre du premier semestre 2022.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 12 425 493 euros au 30 juin 2023 contre 11.969.956 euros au 30 juin 2022, incluant notamment les autres achats et charges externes s'élevant à 2 074 420 euros au 30 juin 2023 contre 1.731.811 euros au titre du premier semestre 2022.

Les salaires, traitements et charges sociales s'élèvent à un montant de 1.519.173 euros au 30 juin 2023 contre 1.340.703 euros au titre du premier semestre 2022.

Le résultat d'exploitation au 30 juin 2023 est déficitaire et s'élève à (3.062.267) euros contre un résultat déficitaire de (2.598.996) euros au 30 juin 2022.

Le résultat financier du semestre est déficitaire et s'élève à (127.936) euros au 30 juin 2023 contre un résultat déficitaire de (219.672) euros au 30 juin 2022.

Le résultat courant avant impôts du semestre écoulé est déficitaire et s'élève à (3.190.202) euros contre un résultat déficitaire de (2.818.668) euros au 30 juin 2022.

Le résultat exceptionnel du semestre écoulé est déficitaire et s'élève à (4.162) euros contre un résultat bénéficiaire de 151 euros au 30 juin 2022.

Le résultat net du semestre écoulé est déficitaire et s'élève à (2.970.087) euros contre un résultat déficitaire de (2.818.517) euros au 30 juin 2022.

- **Analyse du bilan**

L'examen du bilan appelle les constatations suivantes :

- **À l'actif**

L'actif immobilisé s'élève en valeur nette de 1 421 701 euros au 30 juin 2023 contre 1.194.563 euros au 30 juin 2022.

L'actif circulant représente une valeur nette de 12 180 568 euros au 30 juin 2023 contre 16.791.971 euros au 30 juin 2022.

- **Au passif**

Au cours du semestre écoulé, les capitaux propres qui incluent le résultat du semestre totalisent 5.671.674 euros au 30 juin 2023 contre 10.839.809 euros 30 juin 2022.

Les provisions pour risques et charges ressortent à 174.109 euros au cours du semestre écoulé.

Les dettes, toutes échéances confondues, figurent pour un montant de 7.757.496 euros au 30 juin 2023 contre 6.974.364 euros au 30 juin 2022 et comprennent notamment :

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : emprunts et découverts		3 974 247 €
Emprunts et dettes financières diverses (divers et associés)		106 250 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 828 241€
Dettes fiscales et sociales	Personnel	239 696 €
	Organismes sociaux	224 861 €
	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	74 430 €
	Autres impôts, taxes et assimilés	842 863 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 160 €
Autres dettes		464 719 €
TOTAL		7 757 496 €

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ
44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

COMPTES SEMESTRIELS

ARRÊTÉ AU 30/06/2023



Sommaire

Bilan	2
ACTIF	2
<i>Actif immobilisé</i>	<i>2</i>
<i>Actif circulant</i>	<i>2</i>
PASSIF	3
<i>Capitaux Propres</i>	<i>3</i>
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>3</i>
<i>Emprunts et dettes</i>	<i>3</i>
Compte de résultat	5
Annexe aux comptes semestriels	8
1- SOCIETE	8
2 - PREAMBULE	8
3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	12
5 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	12
6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF	13
7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF	16
8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	19
9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	23

LARGO

Bilan

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)		Période précédente 30/06/2022 (6 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	695 450	485 633	209 817	188 271	21 546
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	40 074		40 074	36 760	3 314
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	391 758	95 631	296 127	301 566	- 5 439
Autres immobilisations corporelles	1 153 708	498 993	654 716	463 452	191 264
Immobilisations en cours				32 726	- 32 726
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	50 400		50 400	2 000	48 400
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	170 567		170 567	169 789	778
TOTAL (I)	2 501 957	1 080 256	1 421 701	1 194 563	227 138
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	573 004		573 004	500 938	72 066
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	4 248 246	575 697	3 672 549	4 330 907	- 658 358
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	93 257		93 257	3 885	89 372
Clients et comptes rattachés	1 486 311	15 677	1 470 633	2 142 874	- 672 241
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	40 943		40 943	129 460	- 88 517
. Personnel	16 381		16 381	16 181	200
. Organismes sociaux	8 745		8 745	2 366	6 379
. Etat, impôts sur les bénéfices	224 277		224 277		224 277
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	122 415		122 415	311 932	- 189 517
. Autres	190 003		190 003	376 186	- 186 183
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	57 871	27 341	30 530	124 876	- 94 346
Disponibilités	5 529 181		5 529 181	8 125 195	-2 596 014
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	208 649		208 649	727 171	- 518 522
TOTAL (II)	12 799 283	618 715	12 180 568	16 791 971	-4 611 403
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	1 010		1 010		1 010
TOTAL ACTIF (0 à V)	15 302 250	1 698 971	13 603 279	17 986 535	-4 383 256

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)	Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 71 006)	71 006	71 006	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	8 498 918	21 310 559	-12 811 641
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	2 364	2 364	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	69 473	69 473	
Report à nouveau		-7 795 076	7 795 076
Résultat de l'exercice	-2 970 087	-2 818 517	- 151 570
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	5 671 674	10 839 809	-5 168 135
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	174 109	156 188	17 921
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	174 109	156 188	17 921
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	3 974 247	4 451 588	- 477 341
. Découverts, concours bancaires	28		28
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	106 250	106 250	
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 828 241	837 953	990 288
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	239 696	209 791	29 905
. Organismes sociaux	224 861	195 304	29 557
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	74 430	462 386	- 387 956
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	842 863	410 100	432 763
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 160	48 669	- 46 509
Autres dettes	464 719	252 325	212 394
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	7 757 496	6 974 364	783 132
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)		16 174	- 16 174
TOTAL PASSIF (I à V)	13 603 279	17 986 535	-4 383 256

LARGO

Compte de résultat

Compte de résultat

Présenté en Euros

	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)		Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total	
Ventes de marchandises	6 920 881	1 523 716	8 444 597	9 227 276	- 782 679
Production vendue biens					-8,48
Production vendue services	95 927	2 193	98 120	56 112	42 008
					74,86
Chiffres d'affaires Nets	7 016 808	1 525 909	8 542 717	9 283 387	- 740 670
					-7,98
Production stockée					
Production immobilisée			31 245	9 627	21 618
					224,56
Subventions d'exploitation			9 952	38 373	- 28 421
					-74,07
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			778 574	28 940	749 634
					N/S
Autres produits			739	10 633	- 9 894
					-93,05
Total des produits d'exploitation (I)			9 363 226	9 370 960	- 7 734
					-0,08
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			5 227 009	9 384 500	-4 157 491
					-44,30
Variation de stock (marchandises)			2 549 701	-1 220 091	3 769 792
					308,98
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock (matières premières et autres approv.)					
Autres achats et charges externes			2 074 420	1 731 811	342 609
					19,78
Impôts, taxes et versements assimilés			34 389	23 448	10 941
					46,66
Salaires et traitements			1 519 173	1 340 703	178 470
					13,31
Charges sociales			493 807	401 534	92 273
					22,98
Dotations aux amortissements sur immobilisations			195 175	113 878	81 297
					71,39
Dotations aux provisions sur immobilisations					
Dotations aux provisions sur actif circulant			232 217	146 731	85 486
					58,26
Dotations aux provisions pour risques et charges			21 474	29 912	- 8 438
					-28,21
Autres charges			78 128	17 529	60 599
					345,71
Total des charges d'exploitation (II)			12 425 493	11 969 956	455 537
					3,81
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-3 062 267	-2 598 996	- 463 271
					17,82
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances					
Autres intérêts et produits assimilés			27 067		27 067
					N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges			10 670	10 001	669
					6,69
Différences positives de change			3 960	24 231	- 20 271
					-83,66
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (V)			41 696	34 233	7 463
					21,80
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées			122 849	220 262	- 97 413
					-44,23
Différences négatives de change			4 884	21 151	- 16 267
					-76,91
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			41 899	12 493	29 406
					235,38
Total des charges financières (VI)			169 632	253 905	- 84 273
					-33,19
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-127 936	-219 672	91 736
					41,76
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-3 190 202	-2 818 668	- 371 534
					13,18

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)	Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		151	- 151	-100
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)		151	- 151	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 162		4 162	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 162		4 162	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-4 162	151	- 4 313	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-224 277		- 224 277	N/S
Total des Produits (I+III+V+VII)	9 404 923	9 405 343	- 420	0,00
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	12 375 010	12 223 861	151 149	1,24
RESULTAT NET	-2 970 087	-2 818 517	- 151 570	5,38
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

LARGO

Annexe aux comptes semestriels

Annexe aux comptes semestriels

1- SOCIETE

Créée en 2016, Largo est une SA dont l'objet est la vente d'équipements numériques (principalement des smartphones) reconditionnés au sein de son site industriel de Sainte-Luce-Sur-Loire.

2 - PREAMBULE

Les comptes semestriels au 30/06/2023 a une durée de 6 mois.
Les comptes semestriels au 30/06/2022 avaient une durée de 6 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 13 603 279 E.

Le résultat net comptable est une perte de 2 970 087 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le présent jeu de comptes a été arrêté par le Conseil d'Administration de Largo SA le 17/10/2023.

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de la période (exercice) présentée ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français prévus par les dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC n°2015-06 et 2016-07, 2018-01 et 2018-02 et en application des principes fondamentaux :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général. Les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- Identifiables,
- Porteuses d'avantages économiques futurs,
- Contrôlées par l'entité,
- Evaluées de façon fiable.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faire des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus) ou à leur prix de production.

Les immobilisations, par nature décomposables, ont fait l'objet d'une décomposition lorsque les montants des différents composants apparaissent significatifs et/ou ont des durées d'utilisation distinctes de celle de la structure.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses de développement d'un logiciel ERP,
- Des dépenses engagées au titre d'un site marchand destiné à la vente directe d'équipements reconditionnés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses d'aménagement des locaux,
- Des dépenses engagées dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont constituées de :

- Dépôts de garantie
- Prise de participation au sein de la SAS LARGO BUSINESS, société constituée en octobre 2020 et ayant pour objet le développement d'une activité B-to-B (ventes d'équipements reconditionnés et prestations de services associées). L'activité est en cours d'internalisation chez LARGO
- Retenue de garantie BPI sur l'emprunt de 2 500 000 euros.

Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés selon les règles d'usage.

- | | |
|---------------------------------------|------------|
| • Logiciels et licences | 1 à 5 ans |
| • Site internet | 3 ans |
| • Matériels et outillages | 2 à 5 ans |
| • Agencements du magasin | 2 à 10 ans |
| • Matériels de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| • Mobiliers de bureau | 5 ans |

Lorsque des indices de pertes de valeurs apparaissent, une dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable. Il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur sur l'exercice 2022.

Stocks

Les stocks se composent :

- Des pièces détachées destinées aux opérations de reconditionnement,
- Des produits finis correspondant aux téléphones reconditionnés en attente d'être vendus,
- Quelques marchandises correspondant à des accessoires et des emballages.

Le stock de pièces détachées est valorisé au PMP, le stock de marchandises au prix d'achat.

Les produits finis sont valorisés à leur coût de production.

Le coût de production des stocks de produits finis est la somme du coût d'acquisition de l'appareil et du coût de reconditionnement unitaire forfaitaire incluant les pièces détachées.

Ce coût unitaire inclut les charges directement liées au reconditionnement.

Ce coût de reconditionnement est revu à chaque clôture afin de représenter fidèlement la valeur ajoutée de l'entreprise.

Dépréciation des stocks de produits finis

Une dépréciation des stocks de produits finis est comptabilisée lorsque le prix de vente potentiel d'un appareil devient inférieur à sa valeur en stocks.

Le prix de vente potentiel correspond au dernier prix de vente connu chez la société ou bien au dernier prix de marché connu.

Dépréciation des stocks de marchandises et de pièces détachées

Une dépréciation des stocks est déterminée au cas par cas si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nette comptable.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est notamment appréciée au regard de son échéance théorique.

Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Les créances et dettes en devises hors zone euro sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

Affacturage

La société a recours à un prestataire d'affacturage auprès duquel elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Les contrats prévoient qu'il y ait subrogation entre la société et le factor. Par ailleurs, les contrats ne sont pas sans recours pour le factor et stipulent que les créances clients cédées par la société et non réglées 60 jours après leur échéance théorique seront « définancées ».

La comptabilisation des opérations d'affacturage de la société suit l'approche juridique : la subrogation vaut transfert de propriété que le contrat soit ou non avec recours du factor et en conséquence déconsolidation des créances cédées et encaissées (les créances cédées et non encaissées étant inscrites en autres créances sur le factor).

En cas de définancement des créances par le factor, les créances cédées au factor ne sont plus suivies par la société d'affacturage et retournées à la société, chargé d'en assurer le recouvrement et restituer le montant du financement perçu sur ces créances au factor. Dans cette hypothèse, ces créances sont « réinscrites » au Bilan de la société en créances clients avec pour contrepartie une dette pour le factor correspondant au montant des créances initialement financées, charge au groupe d'en assurer le recouvrement.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. La société n'a pas opté pour la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission sur la durée des emprunts.

L'ANC recommande de mentionner les PGE dans l'annexe dans les dettes à échéance de plus d'un an, sauf si, à la date d'établissement des comptes, il est décidé de ne pas en demander l'amortissement sur une période additionnelle (Rec. ANC du 18-5-2020).

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduise par une sortie de ressources par la société.

Provision pour garantie SAV : Les appareils commercialisés par la société sont vendus avec une garantie d'un an.

Une provision pour garantie est donc constituée afin d'anticiper les coûts futurs de réparations relatifs à des appareils commercialisés sur l'exercice en cours.

Le montant de la provision est déterminé sur la base du coût de reconditionnement unitaire.

Litige Copie Privée :

La loi Lang, du 3 juillet 1985, a institué le prélèvement obligatoire de copie privée sur la vente de supports d'enregistrement (visant à l'origine les K7 et bandes, la liste s'est depuis élargie à de nouveaux supports numériques comme les lecteurs mp3, les smartphones, les tablettes multimédia ...). Ce prélèvement est la contrepartie de la faculté reconnue à toute personne physique d'effectuer une copie privée d'une œuvre qu'elle a licitement acquise.

S'agissant des téléphones neufs, la taxe est prélevée directement auprès des fabricants et répercutée sur les prix de vente. Son montant est fonction de la capacité de stockage de l'équipement.

Créé par la loi Lang, l'organisme « Copie France » qui collecte et reverse aux ayants-droits cette redevance souhaite l'étendre aux produits reconditionnés. A ce titre, il a assigné plusieurs acteurs du marché du reconditionnement, dont Largo le 15 mai 2020 afin de leur réclamer le paiement d'une redevance pour copie privée sur les produits reconditionnés (smartphones, tablettes) sur la base d'unités déjà vendues calculé de manière rétroactive. Le montant de la demande, qui s'élevait initialement à 806 K€ a été revu à un montant de 1479 K€, le chiffre ayant été étendu sur une période allant jusqu'au 30/06/2021.

La Société et son conseil juridique considèrent que cette demande est à ce jour, sans fondement juridique concernant en particulier l'application rétroactive d'une telle taxe, considérant notamment que la décision de la commission fixant le montant de cette taxe ne vise que les produits neufs.

Compte tenu de cette position, aucune provision n'a été constatée au 31 décembre 2022.

Il est précisé que le SIRRMIET (Syndicat Interprofessionnel du Reconditionnement et de la Régénération des Matériels Informatiques, Électroniques et Télécoms), syndicat regroupant de nombreux acteurs de ce secteur, s'est également emparé du sujet en s'opposant publiquement à cette demande. Il la considère également sans fondement juridique, écologique et économique, à l'heure où les pouvoirs publics cherchent plutôt à favoriser le réemploi des produits électroniques.

Suite à un projet de loi voté à l'assemblée nationale le 10 juin 2021, une taxe copie privée est appliquée sur les produits reconditionnés à compter du 1er juillet 2021. En aucun cas cette taxe ne s'applique à l'antériorité.

L'action menée en justice par LARGO est toujours en cours et l'action au fond portée par le syndicat des reconditionneurs (SIRRMIET) est toujours en cours auprès du conseil d'Etat.

Chiffre d'affaires :

Les revenus de la société sont de trois natures :

- Des ventes de produits finis qui sont des équipements numériques reconditionnés (smartphones principalement et tablettes et laptops) : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client ; et de manière plus marginale,
- Des ventes de marchandises (accessoires de types chargeurs, enceintes, écouteurs...); ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client,
- Des prestations de services telles que des formations ou réparations de mobiles : elles sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de leur exécution où elles font l'objet d'une facturation.

Les remises de fin d'années opérées avec certaines enseignes de distribution sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les contrats de vente ne contiennent pas de remises de fidélité ni de clause de retour.

Capital

Frais d'augmentation de capital : ils ont été imputés sur le montant de la prime d'émission (Méthode Préférentielle Avis CNC n° 2000-D du 21 Décembre 2000).

Disponibilités

La rubrique « **Disponibilités** » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers et opérations de couvertures

L'entreprise a adopté le règlement ANC n°2015-05 sur les instruments financiers à terme et les opérations de couverture.

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée.

Les effets des instruments financiers utilisés par LARGO pour couvrir et gérer ses risques de change sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert : la couverture de devise ayant pour principal objectif de diminuer le risque de change sur les achats de téléphones et de matériel, l'effet de la couverture impacte les achats de marchandises et le stock.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée, la couverture est dénouée et les pertes ou gains sont reconnus en résultat.

Au 30 juin 2023, LARGO ne détient aucun instrument dérivé non-qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Ainsi, l'entreprise procède :

- au reclassement des résultats de couverture avec la comptabilisation du résultat des instruments de couverture de change au même poste du compte de résultat que l'élément couvert (achats et stocks) ;
- à l'étalement sur la durée de couverture des primes d'option (comptabilisé en produit financier).

Opérations en devises

Opérations non couvertes :

- Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
- Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Opérations couvertes : Voir paragraphe précédent

Ecart de conversion :

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de conversion". Les pertes latentes de change, non compensées par une couverture de change, font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-réurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Sur le plan de l'activité :

- Développement des canaux de sourcing en circuit court via des programmes de reprise auprès des particuliers et des entreprises ;
- Accélération du développement digital sur les places de marchés en Europe ;
- Poursuite du développement de Largo Business conformément aux orientations stratégiques axées sur l'amélioration de la rentabilité avec la mise en place d'un réseau de partenaires revendeurs spécialisés et nationaux et la signature de partenariats avec des entreprises de premier plan comme IKKS, Lhyfe, Vorwerk, Cat-Amania, la Coopérative U ou encore la Mie Câline ;
- Prise de participation à 100 % dans LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH) en juin 2023.

5 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- En Juillet 2023, Largo signe un contrat avec un opérateur télécom français de premier plan pour la distribution de ses Smartphones reconditionnés ;
- En Septembre 2023, Largo annonce l'obtention du Label RecQ récompensant la qualité de son reconditionnement et continue la mise en œuvre de sa stratégie RSE ;

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations brutes = 2 501 957 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	582 468	193 726	40 671	735 523
Immobilisations corporelles	1 157 555	420 638	32 726	1 545 467
Immobilisations financières	171 789	50 046	868	220 967
TOTAL	1 911 812	664 410	74 265	2 501 957

L'augmentation des immobilisations incorporelles correspond essentiellement au frais de développement de l'ERP.

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond essentiellement :

- aux frais dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing pour un montant de 275 212 €
- aux travaux d'aménagement du parking et création d'Algeco pour un montant de 107 258 €.

L'augmentation des immobilisations financières correspond essentiellement à l'achats des actions de la société LARGO BUSINESS (48 400 €), portant ainsi le pourcentage de détention de cette société à hauteur de 100 %.

Amortissements et provisions d'actif = 1 080 257 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	357 438	128 195		485 633
Immobilisations corporelles	359 811	234 813		594 624
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	717 249	363 008		1 080 257

Les 128 195 € d'amortissements d'immobilisations incorporelles correspondent principalement à l'amortissement de l'ERP et au démarrage de l'amortissement du site marchand lancé devenu opérationnel en novembre 2020.

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Immobilisations incorporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2022	582 468	(357 438)		225 030
Augmentation	193 726			193 726
Dotation		(128 195)		(128 195)
Diminution	(40 671)			(40 671)
Reprise				
Clôture au 30/06/2023	735 523	(485 633)		249 890

Immobilisations corporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2022	1 157 555	(359 811)		797 744
Augmentation	420 638			420 638
Dotation		(234 813)		(234 813)
Diminution	(32 726)			(32 726)
Reprise				
Clôture au 30/06/2023	1 545 467	(594 624)		950 843

Etat des stocks = 4 821 250 E

Etat des stocks (valeurs brutes)	30/06/2023	30/06/2022
Mobiles	4 248 246	5 177 048
Pièces détachées	324 646	286 759
Boîtes, accessoires et emballages	248 358	214 179
TOTAL	4 821 250	5 677 986

Etat des clients = 1 470 633 E

Le tableau ci-dessous présente le détail des créances clients de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des clients	30/06/2023	30/06/2022
Clients douteux ou litigieux (*)	26 832	25 210
Clients	1 443 801	2 117 664
TOTAL	1 470 633	2 142 874

(*) nets de provisions

Etat des autres créances = 378 487 E

Les tableaux ci-dessous présentent le détail des créances de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des créances	30/06/2023	30/06/2022
Fournisseurs - Acomptes versés	40 943	129 460
Etat – IS et crédits impôts		
Personnel	16 381	16 181
Organismes sociaux	8 745	2 366
Etat - TVA	122 415	311 932
Débiteurs divers	190 003	376 186
TOTAL	378 487	836 125

Le poste « débiteurs divers » correspond principalement au fonds de garantie et de réserves du contrat d'affacturage «Eurofactor» pour un montant de 50 000 euros.

L'incidence du financement des créances cédées au factor s'analyse comme suit :

	30/06/2023	30/06/2022
Dépôt de garantie conservé par le factor et réserves figurant dans les autres créances	50 000	167 787
Avance de trésorerie reçue du factor sur les créances cédées	323 319	1 677 866
TOTAL	373 319	1 845 653

Il y a un seul contrat d'affacturage en place. Le coût est de EURBOR 3 mois + 1,30%. Une commission d'affacturage de 0,19% est également facturée.

Au 30/06/2023, il n'y a pas de créances définancées.

Provisions pour dépréciation = 618 716 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	846 141		270 444	575 697
Créances clients	117 314		101 636	15 678
Valeurs mobilières de placement	18 633	8 708		27 341
TOTAL	982 088	8 708	372 080	618 716

Les dépréciations de stocks concernent les produits finis (smartphones et tablettes reconditionnés). Il a été constaté une certaine volatilité des prix des mobiles liée notamment aux sorties de nouvelles gammes de smartphones par les constructeurs.

Produits à recevoir par postes du bilan = 105 455 E

Produits à recevoir	Montant
Avoirs fournisseurs à recevoir	58 090
Clients et comptes rattachés	18 530
Salaires et charges sociales	23 455
Etat impôts et taxes	1 333
Disponibilités	4 047
TOTAL	105 455

Trésorerie = 5 559 711 E

La trésorerie « nette » est positive de + 5 559 711 euros, composée exclusivement de postes à l'actif.

Charges constatées d'avance = 208 649 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires (exploitation) dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Elles sont principalement composées de marchandises facturées mais non livrées au 30/06/2023 (123 254 Euros)

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 71 006 E

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	3 550 298	0,02	71 006
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	3 550 298	0,02	71 006

Tableau Variation des capitaux propres

	30/06/2022	Affectation résultat 31/12/2022	Augmentation de capital	Imputation RAN	30/06/2023
Capital social	71 006				71 006
Prime d'émission	23 551 274	(12 811 641)			10 739 633
Imput. frais / prime émission (*)	(2 240 715)				(2 240 715)
Réserve légale	2 364				2 364
Autres réserves	69 473				69 473
R.A.N.	(7 795 076)	7 795 076			
Résultat 30/06/2022	(2 818 517)	2 818 517			
Résultat 30/06/2023					(2 970 086)
TOTAL	10 839 809	(2 198 048)			5 671 674

(*) Les frais imputés sur la prime d'émission correspondent essentiellement aux frais liés à l'IPO

Actions auto-détenues

La société détient 25 655 actions propres, achetées à une valeur unitaire de 2.2557 €, soit une valeur brute totale de 57 870 € au 30/06/2023.

Compte tenu du cours de clôture d'élevant à 1.19 €, une dépréciation de 27 341 € a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice LARGO a acquis 38 438 de ses propres titres et en a cédé 30 352.

Attribution d'actions gratuites

La société a mis en place deux plans d'attribution gratuite d'actions dont les principales modalités sont les suivantes :

Plan	Fidélité	Performance
Nombre total d'actions pouvant être émises	24.000	46.800
Valeur des actions retenue comme assiette de la contribution patronale spécifique	Valeur unitaire de 1.19 € (cours de bourse au 30/06/2023)	Valeur unitaire de 1.19 € (cours de bourse au 30/06/2023)
Conditions d'acquisition des actions	Présence	Performance et présence
Nombre d'actions attribuées pendant l'exercice et au cours de l'exercice précédent	20.000	32.400
Nombre d'actions attribuées cumulées depuis la date d'attribution pour chaque plan.	23.200	39.600
Informations sur les passifs éventuels	Attribution d'action nouvelles	Attribution d'action nouvelles
Montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Aucune	Aucune
Montant du passif enregistré au bilan	Aucun	Aucun

Provisions pour Risques = 174 109 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision Pour Garantie SAV	59 101	17 921		77 022
Provision risque TCP	97 087			97 087
TOTAL	156 188	17 921		174 109

Etat des dettes = 7 757 495 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts Etablissements de crédit	3 974 247	522 266	2 951 981	500 000
Dettes financières diverses	106 250			106 250
Découvert bancaire	28	28		
Fournisseurs	1 828 241	1 828 241		
Dettes fiscales & sociales	1 381 850	1 381 850		
Dettes sur immobilisations	2 160	2 160		
Autres dettes	464 719	464 719		
TOTAL	7 757 495	4 199 264	2 951 981	606 250

Etat des emprunts et dettes établissement de crédit = 3 974 247 E

Etat des emprunts et dettes	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
Emprunt - Banque A	64 270		50 766	13 504
Emprunt - Banque B	85 624		50 451	35 173
Emprunt - Banque C	133 540		75 865	57 675
Emprunt - Banque D	80 131		50 528	29 603
Emprunt PGE - Banque B	441 600		109 195	332 405
Emprunt PGE - Banque C	176 500		43 749	132 751
Emprunt PGE - Banque D	269 613		66 647	202 966
Emprunt - Banque E	200 000		30 000	170 000
Emprunt - Banque D	2 500 000			2 500 000
Emprunt - Banque E	500 000			500 000
Intérêts courus	310		141	169
TOTAL	4 451 588		477 341	3 974 247

Emprunts auprès des établissements de crédit

Le 20/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 60 mois, au taux de 0.88 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 13 504 euros

Le 27/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 63 mois, au taux de 0.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 35 173 euros

Le 03/09/2019, la société a souscrit un prêt de 300 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 57 675 euros

Le 16/08/2019, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.12 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 29 603 euros

Le 23/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 330 000 euros au taux de 0.75 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 202 966 euros

Le 24/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 220 000 euros au taux de 0.57 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 132 751 euros

Le 26/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 550 000 euros au taux de 1.34 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 332 405 euros

Le 16/11/2020, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 0.85%.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 170 000 euros

Le 12/01/2022, la société a souscrit un prêt de 2 500 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 3.53 %.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 2 500 000 euros

Le 11/01/2022, la société a souscrit un prêt de 500 000 euros amortissable sur une durée de 31 trimestres, au taux de 0.78 %.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 500 000 euros

Fournisseurs et comptes rattachés = 1 830 401 E

Fournisseurs et comptes rattachés	30/06/2023	30/06/2022
Fournisseurs	597 136	488 779
Fournisseurs immobilisations	2 160	48 669
Fournisseurs – Factures non parvenues	1 231 105	349 173
TOTAL	1 830 401	886 621

Autres dettes = 464 720 E

Autres dettes	30/06/2023	30/06/2022
Clients Crédoeurs	318 871	125 688
Clients - RRR à accorder	61 079	100 643
Divers	84 770	25 995
TOTAL	464 720	252 326

Charges à payer par postes du bilan = 1 617 525 E

Charges à payer	30/06/2023	30/06/2022
Emp.& dettes étab. de crédit	169	310
Emp.& dettes financières div.		
Fournisseurs	1 292 184	349 173
Dettes fiscales & sociales	325 144	277 426
Autres dettes	28	100 643
TOTAL	1 617 525	727 552

8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'Affaires = 8 542 717 E

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Ventes de produits	8 444 597	98.9 %	9 227 276	99.4 %
Production vendue de services	98 120	1.1 %	56 112	0.6 %
TOTAL	8 542 717	100 %	9 283 388	100 %

Au 30/06/2023, le montant des ventes indirectes (ventes auprès d'enseignes de distribution, opérateurs, agents commerciaux) s'est élevé à 4 002 K€ (soit 47 % du CA HT), alors que les ventes directes (ventes sur places de marchés) ont été de 4 541 K€ (soit 53 % du CA HT).

Le montant des remises de fin d'années, comptabilisées en déduction du Chiffre d'Affaires, représente 58 K€ au 30/06/2023 et 62 K€ au 30/06/2022.

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Ventes – France	7 016 808	82.1 %	6 540 574	70.5 %
Ventes – Export	1 457 221	17.1 %	2 692 716	29.0 %
Ventes - Intracommunautaire	68 688	0.8 %	50 098	0.5 %
TOTAL	8 542 717	100 %	9 283 388	100 %

Autres produits d'exploitation = 820 510 E

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Production immobilisée	31 245	3.8 %	9 627	11.0 %
Subventions	9 952	1.2 %	38 373	43.8 %
Reprise sur amortissement provision	778 574	94.9 %	28 940	33.0 %
Autres produits	739	0.1 %	10 633	12.1 %
TOTAL	820 510	100 %	87 573	100 %

Marge brute

En €	30/06/2023	30/06/2022
Chiffre d'Affaires	8 542 717	9 283 388
Production immobilisée	31 245	9 627
Coût d'achat	5 185 588	9 245 762
Variation de stock	2 549 701	(1 220 091)
Transports sur achats	41 421	138 738
Marge brute	797 252	1 128 606
Taux marge brute	9.3 %	12.2 %

Marge après coûts de reconditionnement

En €	30/06/2023	30/06/2022
Chiffre d'Affaires	8 542 717	9 283 388
Production immobilisée	31 245	9 627
Coût des ventes	7 776 710	8 164 409
Marge brute	797 252	1 128 606
Salaires et charges de product°	842 659	728 300
Intérimaires	33 531	173 356
Sous-traitance	191 154	17 505
Coût de structure	227 765	209 924
Marge après coût reconditionnement	(497 857)	(479)
Taux marge brute	(5.8 %)	(0.01 %)

(*) les coûts de structure intègrent une quote-part de charges externes directement liées au reconditionnement (maintenance, loyers, assurances, impôts et taxes ...)

Achats et charges externes = 2 074 420 E

En €	30/06/2023	30/06/2022
Commissions sur achats	135 279	60 156
Commissions sur ventes	616 356	352 919
Honoraires	273 219	382 333
Entretien et maintenance	201 005	166 533
Publicité	70 106	138 080
Loyers et charges locatives	89 258	65 017
Voyages et déplacements	25 783	46 534
Transport sur ventes	230 092	147 776
Personnel intérimaire	33 531	179 521
Frais bancaires	76 102	46 457
Assurances	51 152	37 322
Sous-traitance	191 154	17 505
Divers (petit outillage...)	81 383	91 656
TOTAL	2 074 420	1 731 811

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Charges de personnel = 2 012 980 E

En €	30/06/2023	30/06/2022
Salaires et traitement	1 519 173	1 340 703
Charges sociales	493 807	401 534
TOTAL	2 012 980	1 742 237

Effectif moyen équivalent temps plein

	30/06/2023	30/06/2022
Cadres	19	14
Agents de maîtrise et techniciens	8	7
Employés / Ouvriers	56	55
TOTAL	83	76

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions = 448 866 E

	30/06/2023	30/06/2022
Dot amort. Immos. incorporelles	69 583	55 874
Dot amort. Immos. corporelles	125 592	58 003
Total dotations amort. Immos	195 175	113 877
Dot prov dép stocks	228 718	145 705
Dot prov dép créances	3 499	1 026
Total dotations actif circulant	232 217	146 731
Dot prov pour risques et charges	21 474	29 912
TOTAL	448 866	290 520

Résultat Financier

	30/06/2023	30/06/2022
Gain de change	3 960	24 231
Reprise sur provision	10 670	10 001
Autres produits financiers	27 067	
Total produits financiers	41 697	34 232
Intérêts des emprunts	51 672	50 663
Frais et charges financières		7 000
Perte de change	4 884	21 151
Dot prov dépréciation VMP	(338)	549
Prime couverture de change	71 514	162 048
Charges nettes cession VMP	41 899	12 493
Total charges financières	169 633	253 904
Résultat financier	-127 936	-219 672

Résultat Exceptionnel

	30/06/2023	30/06/2022
Produits exceptionnels divers		151
Transfert charges exceptionnelles		
Total produits exceptionnels		151
Pénalités et amendes	4 162	
Autres charges exceptionnelles		
Total charges exceptionnelles	4 162	
Résultat exceptionnel	(4 162)	151

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisées au 30/06/2023 s'élèvent à 23 517 € contre 23 205 € au 30/06/2022.

Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible est nul au titre de 2023 et de l'exercice précédent compte tenu des pertes constatées.

Pour rappel, au 31 décembre 2022, la société LARGO dispose d'un déficit fiscal reportable de 15 726 946 €.

Crédit d'impôt

Un crédit d'impôt innovation a été constaté à hauteur de 52 354 € au titre des années 2021 et 171 923 € au titre de l'année 2022.

Entreprises liées

Bilan	30/06/2023	30/06/2022
Clients et comptes rattachés	-	-
Prêts et autres comptes	-	-
Total créances	-	-
Fournisseurs et dettes diverses	7 178	-
Emprunts	-	-
Total dettes	7 178	-

Compte de résultat	30/06/2023	30/06/2022
Ventes	-	1 917
Achats / services (rémunération du dirigeant)	-	-
Charges financières	-	-
Produits financiers	-	-

Filiales et participations

LARGO a souscrit à hauteur de 100 % au capital de la SAS LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH). Cette société est en charge de développer l'activité B-to-B de Largo.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
SAS LARGO BUSINESS	10 000	28 897	100	50 400	50 400			14 989	(- 4 934)	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

- 1- Afin de pouvoir financer ses travaux d'aménagement, la société LARGO a eu recours aux emprunts bancaires suivants :
 - Emprunt de 250 000 €, le 05/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,88 % par annuités mensuelles sur 67 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 13 504 €.
 - Emprunt de 250 000 €, le 28/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,55 % par annuités mensuelles sur 66 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 29 603 €.Les garanties sur ces prêts sont les suivantes :
 - Nantissement du fonds de commerce en 1^{er} rang.
 - Nantissement du fonds de commerce en 1^{er} rang.
- 2- Afin de pouvoir financer et développer l'interface de « BUY BACK », la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 200 000 €, le 31/07/2019, remboursable à taux fixe 1,12 % par annuités mensuelles sur 55 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 35 173 €.Les garanties sur ce prêt sont les suivantes :
 - GARANTIE DU FONDS EUROPEEN D'INVESTISSEMENT à hauteur de 100 000 euros pour une durée de 55 mois
 - Nantissement sur le fonds de commerce de rang 3 pour 200 000 €.
- 3- Afin de pouvoir financer ses besoins professionnels d'innovation et de croissance : la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 300 000 €, le 09/08/2019, remboursable à taux fixe de 1,55 % par annuités mensuelles sur 48 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 57 675 €.Les garanties sur ce prêt sont les suivantes : Garantie BPI 50% et InnovFin 50%
- 4- Les emprunts suivants bénéficient de la garantie de l'Etat telle que prévue par l'arrêté du 23 mars 2020 :
 - Emprunt de 330 000 € souscrit le 23/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.75 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 202 966 €
 - Emprunt de 220 000 € souscrit le 24/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.57 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 132 751 €
 - Emprunt de 550 000 € souscrit le 26/06/2020, remboursable au taux fixe de 1.34 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 332 405 €
- 5- La société a recours à un prestataire de factoring auprès duquel il cède ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Au 30/06/2023, le montant des créances cédées au factor s'élève à 232 319 €
- 6- Couverture de change : aucune nouvelle couverture souscrite sur le S1 2023.
- 7- la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 2 500 000 €, le 11/01/2022, remboursable à taux fixe 3,53 % par annuités trimestrielles sur 29 trimestres. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 2 500 000 €.Les garanties sur ce prêt sont les suivantes : Garantie BPI 30% et Fonds Européen d'Investissement (FEI) 50%



LARGO S.A.

4 rue Jean Mermoz

44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE**

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO S.A.

Siège social : 4 rue Jean Mermoz - 44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE
Au capital de 71 006 euros

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
SEMESTRIELLE**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société LARGO et en réponse à votre, nous avons effectué un examen limité des « comptes » de celle-ci relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces « comptes » ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces « comptes ».

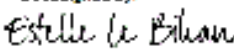
Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes présentent de façon sincère le patrimoine et la situation financière de la société au 30 juin 2023, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Fait à Nantes, le 18-10-2023

HLP Audit

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

DocuSigned by:

ESTELLE LE BIHAN

Estelle LE BIHAN
Associée

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	au 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)		Période précédente 30/06/2022 (6 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	695 450	485 633	209 817	188 271	21 546
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	40 074		40 074	36 760	3 314
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	391 758	95 631	296 127	301 566	- 5 439
Autres immobilisations corporelles	1 153 708	498 993	654 716	463 452	191 264
Immobilisations en cours				32 726	- 32 726
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	50 400		50 400	2 000	48 400
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	170 567		170 567	169 789	778
TOTAL (I)	2 501 957	1 080 256	1 421 701	1 194 563	227 138
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	573 004		573 004	500 938	72 066
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	4 248 246	575 697	3 672 549	4 330 907	- 658 358
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	93 257		93 257	3 885	89 372
Clients et comptes rattachés	1 486 311	15 677	1 470 633	2 142 874	- 672 241
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	40 943		40 943	129 460	- 88 517
. Personnel	16 381		16 381	16 181	200
. Organismes sociaux	8 745		8 745	2 366	6 379
. Etat, impôts sur les bénéfices	224 277		224 277		224 277
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	122 415		122 415	311 932	- 189 517
. Autres	190 003		190 003	376 186	- 186 183
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	57 871	27 341	30 530	124 876	- 94 346
Disponibilités	5 529 181		5 529 181	8 125 195	-2 596 014
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	208 649		208 649	727 171	- 518 522
TOTAL (II)	12 799 283	618 715	12 180 568	16 791 971	-4 611 403
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)	1 010		1 010		1 010
TOTAL ACTIF (0 à V)	15 302 250	1 698 971	13 603 279	17 986 535	-4 383 256

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)	Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 71 006)	71 006	71 006	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	8 498 918	21 310 559	-12 811 641
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	2 364	2 364	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	69 473	69 473	
Report à nouveau		-7 795 076	7 795 076
Résultat de l'exercice	-2 970 087	-2 818 517	- 151 570
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	5 671 674	10 839 809	-5 168 135
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	174 109	156 188	17 921
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	174 109	156 188	17 921
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	3 974 247	4 451 588	- 477 341
. Découverts, concours bancaires	28		28
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	106 250	106 250	
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 828 241	837 953	990 288
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	239 696	209 791	29 905
. Organismes sociaux	224 861	195 304	29 557
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	74 430	462 386	- 387 956
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	842 863	410 100	432 763
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 160	48 669	- 46 509
Autres dettes	464 719	252 325	212 394
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	7 757 496	6 974 364	783 132
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)		16 174	- 16 174
TOTAL PASSIF (I à V)	13 603 279	17 986 535	-4 383 256

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****Compte de résultat**

Présenté en Euros

	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)			Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	6 920 881	1 523 716	8 444 597	9 227 276	- 782 679	-8,48
Production vendue biens						
Production vendue services	95 927	2 193	98 120	56 112	42 008	74,86
Chiffres d'affaires Nets	7 016 808	1 525 909	8 542 717	9 283 387	- 740 670	-7,98
Production stockée						
Production immobilisée			31 245	9 627	21 618	224,56
Subventions d'exploitation			9 952	38 373	- 28 421	-74,07
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			778 574	28 940	749 634	N/S
Autres produits			739	10 633	- 9 894	-93,05
Total des produits d'exploitation (I)			9 363 226	9 370 960	- 7 734	-0,08
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			5 227 009	9 384 500	-4 157 491	-44,30
Variation de stock (marchandises)			2 549 701	-1 220 091	3 769 792	308,98
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			2 074 420	1 731 811	342 609	19,78
Impôts, taxes et versements assimilés			34 389	23 448	10 941	46,66
Salaires et traitements			1 519 173	1 340 703	178 470	13,31
Charges sociales			493 807	401 534	92 273	22,98
Dotations aux amortissements sur immobilisations			195 175	113 878	81 297	71,39
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			232 217	146 731	85 486	58,26
Dotations aux provisions pour risques et charges			21 474	29 912	- 8 438	-28,21
Autres charges			78 128	17 529	60 599	345,71
Total des charges d'exploitation (II)			12 425 493	11 969 956	455 537	3,81
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-3 062 267	-2 598 996	- 463 271	17,82
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			27 067		27 067	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges			10 670	10 001	669	6,69
Différences positives de change			3 960	24 231	- 20 271	-83,66
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			41 696	34 233	7 463	21,80
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			122 849	220 262	- 97 413	-44,23
Différences négatives de change			4 884	21 151	- 16 267	-76,91
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			41 899	12 493	29 406	235,38
Total des charges financières (VI)			169 632	253 905	- 84 273	-33,19
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-127 936	-219 672	91 736	41,76
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-3 190 202	-2 818 668	- 371 534	13,18

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	du 01/01/2023 au 30/06/2023 (6 mois)	Période précédente 30/06/2022 (6 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		151	- 151	-100
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)		151	- 151	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 162		4 162	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 162		4 162	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-4 162	151	- 4 313	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-224 277		- 224 277	N/S
Total des Produits (I+III+V+VII)	9 404 923	9 405 343	- 420	0,00
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	12 375 010	12 223 861	151 149	1,24
RESULTAT NET	-2 970 087	-2 818 517	- 151 570	5,38
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Annexe aux comptes semestriels**1- SOCIETE**

Créée en 2016, Largo est une SA dont l'objet est la vente d'équipements numériques (principalement des smartphones) reconditionnés au sein de son site industriel de Sainte-Luce-Sur-Loire.

2 - PREAMBULE

Les comptes semestriels au 30/06/2023 a une durée de 6 mois.

Les comptes semestriels au 30/06/2022 avaient une durée de 6 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 13 603 279 E.

Le résultat net comptable est une perte de 2 970 087 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le présent jeu de comptes a été arrêté par le Conseil d'Administration de Largo SA le 17/10/2023.

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de la période (exercice) présentée ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français prévus par les dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC n°2015-06 et 2016-07, 2018-01 et 2018-02 et en application des principes fondamentaux :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général. Les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- Identifiables,
- Porteuses d'avantages économiques futurs,
- Contrôlées par l'entité,
- Evaluées de façon fiable.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faire des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus) ou à leur prix de production.

Les immobilisations, par nature décomposables, ont fait l'objet d'une décomposition lorsque les montants des différents composants apparaissent significatifs et/ou ont des durées d'utilisation distinctes de celle de la structure.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses de développement d'un logiciel ERP,
- Des dépenses engagées au titre d'un site marchand destiné à la vente directe d'équipements reconditionnés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses d'aménagement des locaux,
- Des dépenses engagées dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing.

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont constituées de :

- Dépôts de garantie
- Prise de participation au sein de la SAS LARGO BUSINESS, société constituée en octobre 2020 et ayant pour objet le développement d'une activité B-to-B (ventes d'équipements reconditionnés et prestations de services associées). L'activité est en cours d'internalisation chez LARGO
- Retenue de garantie BPI sur l'emprunt de 2 500 000 euros.

Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés selon les règles d'usage.

- | | |
|---------------------------------------|------------|
| • Logiciels et licences | 1 à 5 ans |
| • Site internet | 3 ans |
| • Matériels et outillages | 2 à 5 ans |
| • Agencements du magasin | 2 à 10 ans |
| • Matériels de bureau et informatique | 2 à 5 ans |
| • Mobiliers de bureau | 5 ans |

Lorsque des indices de pertes de valeurs apparaissent, une dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable. Il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur sur l'exercice 2022.

Stocks

Les stocks se composent :

- Des pièces détachées destinées aux opérations de reconditionnement,
- Des produits finis correspondant aux téléphones reconditionnés en attente d'être vendus,
- Quelques marchandises correspondant à des accessoires et des emballages.

Le stock de pièces détachées est valorisé au PMP, le stock de marchandises au prix d'achat.

Les produits finis sont valorisés à leur coût de production.

Le coût de production des stocks de produits finis est la somme du coût d'acquisition de l'appareil et du coût de reconditionnement unitaire forfaitaire incluant les pièces détachées.

Ce coût unitaire inclut les charges directement liées au reconditionnement.

Ce coût de reconditionnement est revu à chaque clôture afin de représenter fidèlement la valeur ajoutée de l'entreprise.

Dépréciation des stocks de produits finis

Une dépréciation des stocks de produits finis est comptabilisée lorsque le prix de vente potentiel d'un appareil devient inférieur à sa valeur en stocks.

Le prix de vente potentiel correspond au dernier prix de vente connu chez la société ou bien au dernier prix de marché connu.

Dépréciation des stocks de marchandises et de pièces détachées

Une dépréciation des stocks est déterminée au cas par cas si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nette comptable.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est notamment appréciée au regard de son échéance théorique.

Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

Les créances et dettes en devises hors zone euro sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

Affacturation

La société a recours à un prestataire d'affacturation auprès duquel elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Les contrats prévoient qu'il y ait subrogation entre la société et le factor. Par ailleurs, les contrats ne sont pas sans recours pour le factor et stipulent que les créances clients cédées par la société et non réglées 60 jours après leur échéance théorique seront « définancées ».

La comptabilisation des opérations d'affacturation de la société suit l'approche juridique : la subrogation vaut transfert de propriété que le contrat soit ou non avec recours du factor et en conséquence déconsolidation des créances cédées et encaissées (les créances cédées et non encaissées étant inscrites en autres créances sur le factor).

En cas de définancement des créances par le factor, les créances cédées au factor ne sont plus suivies par la société d'affacturation et retournées à la société, chargé d'en assurer le recouvrement et restituer le montant du financement perçu sur ces créances au factor. Dans cette hypothèse, ces créances sont « réinscrites » au Bilan de la société en créances clients avec pour contrepartie une dette pour le factor correspondant au montant des créances initialement financées, charge au groupe d'en assurer le recouvrement.

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****Emprunts et dettes financières**

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. La société n'a pas opté pour la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission sur la durée des emprunts.

L'ANC recommande de mentionner les PGE dans l'annexe dans les dettes à échéance de plus d'un an, sauf si, à la date d'établissement des comptes, il est décidé de ne pas en demander l'amortissement sur une période additionnelle (Rec. ANC du 18-5-2020).

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduise par une sortie de ressources par la société.

Provision pour garantie SAV : Les appareils commercialisés par la société sont vendus avec une garantie d'un an.

Une provision pour garantie est donc constituée afin d'anticiper les coûts futurs de réparations relatifs à des appareils commercialisés sur l'exercice en cours.

Le montant de la provision est déterminé sur la base du coût de reconditionnement unitaire.

Litige Copie Privée :

La loi Lang, du 3 juillet 1985, a institué le prélèvement obligatoire de copie privée sur la vente de supports d'enregistrement (visant à l'origine les K7 et bandes, la liste s'est depuis élargie à de nouveaux supports numériques comme les lecteurs mp3, les smartphones, les tablettes multimédia ...). Ce prélèvement est la contrepartie de la faculté reconnue à toute personne physique d'effectuer une copie privée d'une œuvre qu'elle a licitement acquise.

S'agissant des téléphones neufs, la taxe est prélevée directement auprès des fabricants et répercutée sur les prix de vente. Son montant est fonction de la capacité de stockage de l'équipement.

Créé par la loi Lang, l'organisme « Copie France » qui collecte et reverse aux ayants-droits cette redevance souhaite l'étendre aux produits reconditionnés. A ce titre, il a assigné plusieurs acteurs du marché du reconditionnement, dont Largo le 15 mai 2020 afin de leur réclamer le paiement d'une redevance pour copie privée sur les produits reconditionnés (smartphones, tablettes) sur la base d'unités déjà vendues calculé de manière rétroactive. Le montant de la demande, qui s'élevait initialement à 806 K€ a été revu à un montant de 1479 K€, le chiffrage ayant été étendu sur une période allant jusqu'au 30/06/2021.

La Société et son conseil juridique considèrent que cette demande est à ce jour, sans fondement juridique concernant en particulier l'application rétroactive d'une telle taxe, considérant notamment que la décision de la commission fixant le montant de cette taxe ne vise que les produits neufs.

Compte tenu de cette position, aucune provision n'a été constatée au 31 décembre 2022.

Il est précisé que le SIRRMIET (Syndicat Interprofessionnel du Reconditionnement et de la Régénération des Matériels Informatiques, Électroniques et Télécoms), syndicat regroupant de nombreux acteurs de ce secteur, s'est également emparé du sujet en s'opposant publiquement à cette demande. Il la considère également sans fondement juridique, écologique et économique, à l'heure où les pouvoirs publics cherchent plutôt à favoriser le réemploi des produits électroniques.

Suite à un projet de loi voté à l'assemblée nationale le 10 juin 2021, une taxe copie privée est appliquée sur les produits reconditionnés à compter du 1er juillet 2021. En aucun cas cette taxe ne s'applique à l'antériorité.

L'action menée en justice par LARGO est toujours en cours et l'action au fond portée par le syndicat des reconditionneurs (SIRRMIET) est toujours en cours auprès du conseil d'Etat.

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****Chiffre d'affaires :**

Les revenus de la société sont de trois natures :

- Des ventes de produits finis qui sont des équipements numériques reconditionnés (smartphones principalement et tablettes et laptops) : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client ; et de manière plus marginale,
- Des ventes de marchandises (accessoires de types chargeurs, enceintes, écouteurs...) ; ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client,
- Des prestations de services telles que des formations ou réparations de mobiles : elles sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de leur exécution où elles font l'objet d'une facturation.

Les remises de fin d'années opérées avec certaines enseignes de distribution sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les contrats de vente ne contiennent pas de remises de fidélité ni de clause de retour.

Capital

Frais d'augmentation de capital : ils ont été imputés sur le montant de la prime d'émission (Méthode Préférentielle Avis CNC n° 2000-D du 21 Décembre 2000).

Disponibilités

La rubrique « **Disponibilités** » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers et opérations de couvertures

L'entreprise a adopté le règlement ANC n°2015-05 sur les instruments financiers à terme et les opérations de couverture.

Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée.

Les effets des instruments financiers utilisés par LARGO pour couvrir et gérer ses risques de change sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert : la couverture de devise ayant pour principal objectif de diminuer le risque de change sur les achats de téléphones et de matériel, l'effet de la couverture impacte les achats de marchandises et le stock.

Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée, la couverture est dénouée et les pertes ou gains sont reconnus en résultat.

Au 30 juin 2023, LARGO ne détient aucun instrument dérivé non-qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Ainsi, l'entreprise procède :

- au reclassement des résultats de couverture avec la comptabilisation du résultat des instruments de couverture de change au même poste du compte de résultat que l'élément couvert (achats et stocks) ;
- à l'étalement sur la durée de couverture des primes d'option (comptabilisé en produit financier).

Opérations en devises

Opérations non couvertes :

- Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
- Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Opérations couvertes : Voir paragraphe précédent

Ecart de conversion :

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de conversion". Les pertes latentes de change, non compensées par une couverture de change, font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Sur le plan de l'activité :

- Développement des canaux de sourcing en circuit court via des programmes de reprise auprès des particuliers et des entreprises ;
- Accélération du développement digital sur les places de marchés en Europe ;
- Poursuite du développement de Largo Business conformément aux orientations stratégiques axées sur l'amélioration de la rentabilité avec la mise en place d'un réseau de partenaires revendeurs spécialisés et nationaux et la signature de partenariats avec des entreprises de premier plan comme IKKS, Lhyfe, Vorwerk, Cat-Amania, la Coopérative U ou encore la Mie Câlène ;
- Prise de participation à 100 % dans LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH) en juin 2023.

5 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- En Juillet 2023, Largo signe un contrat avec un opérateur télécom français de premier plan pour la distribution de ses Smartphones reconditionnés ;
- En Septembre 2023, Largo annonce l'obtention du Label RecQ récompensant la qualité de son reconditionnement et continue la mise en œuvre de sa stratégie RSE ;

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Actif immobilisé

Immobilisations brutes = 2 501 957 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	582 468	193 726	40 671	735 523
Immobilisations corporelles	1 157 555	420 638	32 726	1 545 467
Immobilisations financières	171 789	50 046	868	220 967
TOTAL	1 911 812	664 410	74 265	2 501 957

L'augmentation des immobilisations incorporelles correspond essentiellement au frais de développement de l'ERP.

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond essentiellement :

- aux frais dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing pour un montant de 275 212 €
- aux travaux d'aménagement du parking et création d'Algeco pour un montant de 107 258 €.

L'augmentation des immobilisations financières correspond essentiellement à l'achats des actions de la société LARGO BUSINESS (48 400 €), portant ainsi le pourcentage de détention de cette société à hauteur de 100 %.

Amortissements et provisions d'actif = 1 080 257 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	357 438	128 195		485 633
Immobilisations corporelles	359 811	234 813		594 624
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	717 249	363 008		1 080 257

Les 128 195 € d'amortissements d'immobilisations incorporelles correspondent principalement à l'amortissement de l'ERP et au démarrage de l'amortissement du site marchand lancé devenu opérationnel en novembre 2020.

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Immobilisations incorporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2022	582 468	(357 438)		225 030
Augmentation	193 726			193 726
Dotation		(128 195)		(128 195)
Diminution	(40 671)			(40 671)
Reprise				
Clôture au 30/06/2023	735 523	(485 633)		249 890

Immobilisations corporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2022	1 157 555	(359 811)		797 744
Augmentation	420 638			420 638
Dotation		(234 813)		(234 813)
Diminution	(32 726)			(32 726)
Reprise				
Clôture au 30/06/2023	1 545 467	(594 624)		950 843

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Etat des stocks = 4 821 250 E

Etat des stocks (valeurs brutes)	30/06/2023	30/06/2022
Mobiles	4 248 246	5 177 048
Pièces détachées	324 646	286 759
Boîtes, accessoires et emballages	248 358	214 179
TOTAL	4 821 250	5 677 986

Etat des clients = 1 470 633 E

Le tableau ci-dessous présente le détail des créances clients de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des clients	30/06/2023	30/06/2022
Clients douteux ou litigieux (*)	26 832	25 210
Clients	1 443 801	2 117 664
TOTAL	1 470 633	2 142 874

(*) nets de provisions

Etat des autres créances = 378 487 E

Les tableaux ci-dessous présentent le détail des créances de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des créances	30/06/2023	30/06/2022
Fournisseurs - Acomptes versés	40 943	129 460
Etat - IS et crédits impôts		
Personnel	16 381	16 181
Organismes sociaux	8 745	2 366
Etat - TVA	122 415	311 932
Débiteurs divers	190 003	376 186
TOTAL	378 487	836 125

Le poste « débiteurs divers » correspond principalement au fonds de garantie et de réserves du contrat d'affacturage «Eurofactor» pour un montant de 50 000 euros.

L'incidence du financement des créances cédées au factor s'analyse comme suit :

	30/06/2023	30/06/2022
Dépôt de garantie conservé par le factor et réserves figurant dans les autres créances	50 000	167 787
Avance de trésorerie reçue du factor sur les créances cédées	323 319	1 677 866
TOTAL	373 319	1 845 653

Il y a un seul contrat d'affacturage en place. Le coût est de EURBOR 3 mois + 1,30%. Une commission d'affacturage de 0,19% est également facturée.

Au 30/06/2023, il n'y a pas de créances définancées.

Provisions pour dépréciation = 618 716 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	846 141		270 444	575 697
Créances clients	117 314		101 636	15 678
Valeurs mobilières de placement	18 633	8 708		27 341
TOTAL	982 088	8 708	372 080	618 716

Les dépréciations de stocks concernent les produits finis (smartphones et tablettes reconditionnés). Il a été constaté une certaine volatilité des prix des mobiles liée notamment aux sorties de nouvelles gammes de smartphones par les constructeurs.

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Produits à recevoir par postes du bilan = 105 455 E

Produits à recevoir	Montant
Avoirs fournisseurs à recevoir	58 090
Clients et comptes rattachés	18 530
Salaires et charges sociales	23 455
Etat impôts et taxes	1 333
Disponibilités	4 047
TOTAL	105 455

Trésorerie = 5 559 711 E

La trésorerie « nette » est positive de + 5 559 711 euros, composée exclusivement de postes à l'actif.

Charges constatées d'avance = 208 649 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires (exploitation) dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.
Elles sont principalement composées de marchandises facturées mais non livrées au 30/06/2023 (123 254 Euros)

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Capital social = 71 006 E**

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	3 550 298	0,02	71 006
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	3 550 298	0,02	71 006

Tableau Variation des capitaux propres

	30/06/2022	Affectation résultat 31/12/2022	Augmentation de capital	Imputation RAN	30/06/2023
Capital social	71 006				71 006
Prime d'émission	23 551 274	(12 811 641)			10 739 633
Imput. frais / prime émission (*)	(2 240 715)				(2 240 715)
Réserve légale	2 364				2 364
Autres réserves	69 473				69 473
R.A.N.	(7 795 076)	7 795 076			
Résultat 30/06/2022	(2 818 517)	2 818 517			
Résultat 30/06/2023					(2 970 086)
TOTAL	10 839 809	(2 198 048)			5 671 674

(*) Les frais imputés sur la prime d'émission correspondent essentiellement aux frais liés à l'IPO

Actions auto-détenues

La société détient 25 655 actions propres, achetées à une valeur unitaire de 2.2557 €, soit une valeur brute totale de 57 870 € au 30/06/2023.

Compte tenu du cours de clôture d'élevant à 1.19 €, une dépréciation de 27 341 € a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice LARGO a acquis 38 438 de ses propres titres et en a cédé 30 352.

Attribution d'actions gratuites

La société a mis en place deux plans d'attribution gratuite d'actions dont les principales modalités sont les suivantes :

Plan	Fidélité	Performance
Nombre total d'actions pouvant être émises	24.000	46.800
Valeur des actions retenue comme assiette de la contribution patronale spécifique	Valeur unitaire de 1.19 € (cours de bourse au 30/06/2023)	Valeur unitaire de 1.19 € (cours de bourse au 30/06/2023)
Conditions d'acquisition des actions	Présence	Performance et présence
Nombre d'actions attribuées pendant l'exercice et au cours de l'exercice précédent	20.000	32.400
Nombre d'actions attribuées cumulées depuis la date d'attribution pour chaque plan.	23.200	39.600
Informations sur les passifs éventuels	Attribution d'action nouvelles	Attribution d'action nouvelles
Montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Aucune	Aucune
Montant du passif enregistré au bilan	Aucun	Aucun

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE**Provisions pour Risques = 174 109 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision Pour Garantie SAV	59 101	17 921		77 022
Provision risque TCP	97 087			97 087
TOTAL	156 188	17 921		174 109

Etat des dettes = 7 757 495 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts Etablissements de crédit	3 974 247	522 266	2 951 981	500 000
Dettes financières diverses	106 250			106 250
Découvert bancaire	28	28		
Fournisseurs	1 828 241	1 828 241		
Dettes fiscales & sociales	1 381 850	1 381 850		
Dettes sur immobilisations	2 160	2 160		
Autres dettes	464 719	464 719		
TOTAL	7 757 495	4 199 264	2 951 981	606 250

Etat des emprunts et dettes établissement de crédit = 3 974 247 E

Etat des emprunts et dettes	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
Emprunt - Banque A	64 270		50 766	13 504
Emprunt - Banque B	85 624		50 451	35 173
Emprunt - Banque C	133 540		75 865	57 675
Emprunt - Banque D	80 131		50 528	29 603
Emprunt PGE - Banque B	441 600		109 195	332 405
Emprunt PGE - Banque C	176 500		43 749	132 751
Emprunt PGE - Banque D	269 613		66 647	202 966
Emprunt - Banque E	200 000		30 000	170 000
Emprunt - Banque D	2 500 000			2 500 000
Emprunt - Banque E	500 000			500 000
Intérêts courus	310		141	169
TOTAL	4 451 588		477 341	3 974 247

Emprunts auprès des établissements de crédit

Le 20/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 60 mois, au taux de 0.88 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 13 504 euros

Le 27/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 63 mois, au taux de 0.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 35 173 euros

Le 03/09/2019, la société a souscrit un prêt de 300 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 57 675 euros

Le 16/08/2019, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.12 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 29 603 euros

Le 23/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 330 000 euros au taux de 0.75 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 202 966 euros

Le 24/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 220 000 euros au taux de 0.57 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 132 751 euros

Le 26/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 550 000 euros au taux de 1.34 %, 1^{ère} échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 332 405 euros

Le 16/11/2020, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 0.85%.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 170 000 euros

Le 12/01/2022, la société a souscrit un prêt de 2 500 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 3.53 %.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 2 500 000 euros

Le 11/01/2022, la société a souscrit un prêt de 500 000 euros amortissable sur une durée de 31 trimestres, au taux de 0.78 %.

Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2023 est de 500 000 euros

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****Fournisseurs et comptes rattachés = 1 830 401 E**

Fournisseurs et comptes rattachés	30/06/2023	30/06/2022
Fournisseurs	597 136	488 779
Fournisseurs immobilisations	2 160	48 669
Fournisseurs – Factures non parvenues	1 231 105	349 173
TOTAL	1 830 401	886 621

Autres dettes = 464 720 E

Autres dettes	30/06/2023	30/06/2022
Clients Crédoeurs	318 871	125 688
Clients - RRR à accorder	61 079	100 643
Divers	84 770	25 995
TOTAL	464 720	252 326

Charges à payer par postes du bilan = 1 617 525 E

Charges à payer	30/06/2023	30/06/2022
Emp. & dettes établ. de crédit	169	310
Emp. & dettes financières div.		
Fournisseurs	1 292 184	349 173
Dettes fiscales & sociales	325 144	277 426
Autres dettes	28	100 643
TOTAL	1 617 525	727 552

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'Affaires = 8 542 717 E**

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Ventes de produits	8 444 597	98,9 %	9 227 276	99,4 %
Production vendue de services	98 120	1,1 %	56 112	0,6 %
TOTAL	8 542 717	100 %	9 283 388	100 %

Au 30/06/2023, le montant des ventes indirectes (ventes auprès d'enseignes de distribution, opérateurs, agents commerciaux) s'est élevé à 4 002 K€ (soit 47 % du CA HT), alors que les ventes directes (ventes sur places de marchés) ont été de 4 541 K€ (soit 53 % du CA HT).

Le montant des remises de fin d'années, comptabilisées en déduction du Chiffre d'Affaires, représente 58 K€ au 30/06/2023 et 62 K€ au 30/06/2022.

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Ventes – France	7 016 808	82,1 %	6 540 574	70,5 %
Ventes – Export	1 457 221	17,1 %	2 692 716	29,0 %
Ventes - Intracommunautaire	68 688	0,8 %	50 098	0,5 %
TOTAL	8 542 717	100 %	9 283 388	100 %

Autres produits d'exploitation = 820 510 E

En €	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Production immobilisée	31 245	3,8 %	9 627	11,0 %
Subventions	9 952	1,2 %	38 373	43,8 %
Reprise sur amortissement provision	778 574	94,9 %	28 940	33,0 %
Autres produits	739	0,1 %	10 633	12,1 %
TOTAL	820 510	100 %	87 573	100 %

Marge brute

En €	30/06/2023	30/06/2022
Chiffre d'Affaires	8 542 717	9 283 388
Production immobilisée	31 245	9 627
Coût d'achat	5 185 588	9 245 762
Variation de stock	2 549 701	(1 220 091)
Transports sur achats	41 421	138 738
Marge brute	797 252	1 128 606
Taux marge brute	9,3 %	12,2 %

Marge après coûts de reconditionnement

En €	30/06/2023	30/06/2022
Chiffre d'Affaires	8 542 717	9 283 388
Production immobilisée	31 245	9 627
Coût des ventes	7 776 710	8 164 409
Marge brute	797 252	1 128 606
Salaires et charges de product*	842 659	728 300
Intérimaires	33 531	173 356
Sous-traitance	191 154	17 505
Coût de structure	227 765	209 924
Marge après coût reconditionnement	(497 857)	(479)
Taux marge brute	(5,8 %)	(0,01 %)

(*) les coûts de structure intègrent une quote-part de charges externes directement liées au reconditionnement (maintenance, loyers, assurances, impôts et taxes ...)

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE**Achats et charges externes = 2 074 420 E

En €	30/06/2023	30/06/2022
Commissions sur achats	135 279	60 156
Commissions sur ventes	616 356	352 919
Honoraires	273 219	382 333
Entretien et maintenance	201 005	166 533
Publicité	70 106	138 080
Loyers et charges locatives	89 258	65 017
Voyages et déplacements	25 783	46 534
Transport sur ventes	230 092	147 776
Personnel intérimaire	33 531	179 521
Frais bancaires	76 102	46 457
Assurances	51 152	37 322
Sous-traitance	191 154	17 505
Divers (petit outillage...)	81 383	91 656
TOTAL	2 074 420	1 731 811

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Charges de personnel = 2 012 980 E

En €	30/06/2023	30/06/2022
Salaires et traitement	1 519 173	1 340 703
Charges sociales	493 807	401 534
TOTAL	2 012 980	1 742 237

Effectif moyen équivalent temps plein

	30/06/2023	30/06/2022
Cadres	19	14
Agents de maîtrise et techniciens	8	7
Employés / Ouvriers	56	55
TOTAL	83	76

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions = 448 866 E

	30/06/2023	30/06/2022
Dot amort. Immos. incorporelles	69 583	55 874
Dot amort. Immos. corporelles	125 592	58 003
Total dotations amort. Immos	195 175	113 877
Dot prov dép stocks	228 718	145 705
Dot prov dép créances	3 499	1 026
Total dotations actif circulant	232 217	146 731
Dot prov pour risques et charges	21 474	29 912
TOTAL	448 866	290 520

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE**Résultat Financier

	30/06/2023	30/06/2022
Gain de change	3 960	24 231
Reprise sur provision	10 670	10 001
Autres produits financiers	27 067	
Total produits financiers	41 697	34 232
Intérêts des emprunts	51 672	50 663
Frais et charges financières		7 000
Perte de change	4 884	21 151
Dot prov dépréciation VMP	(338)	549
Prime couverture de change	71 514	162 048
Charges nettes cession VMP	41 899	12 493
Total charges financières	169 633	253 904
Résultat financier	-127 936	-219 672

Résultat Exceptionnel

	30/06/2023	30/06/2022
Produits exceptionnels divers		151
Transfert charges exceptionnelles		
Total produits exceptionnels		151
Pénalités et amendes	4 162	
Autres charges exceptionnelles		
Total charges exceptionnelles	4 162	
Résultat exceptionnel	(4 162)	151

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisées au 30/06/2023 s'élèvent à 23 517 € contre 23 205 € au 30/06/2022.

Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible est nul au titre de 2023 et de l'exercice précédent compte tenu des pertes constatées.

Pour rappel, au 31 décembre 2022, la société LARGO dispose d'un déficit fiscal reportable de 15 726 946 €.

Crédit d'impôt

Un crédit d'impôt innovation a été constaté à hauteur de 52 354 € au titre des années 2021 et 171 923 € au titre de l'année 2022.

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE**Entreprises liées

Bilan	30/06/2023	30/06/2022
Clients et comptes rattachés	-	-
Prêts et autres comptes	-	-
Total créances	-	-
Fournisseurs et dettes diverses	7 178	-
Emprunts	-	-
Total dettes	7 178	-

Compte de résultat	30/06/2023	30/06/2022
Ventes	-	1 917
Achats / services (rémunération du dirigeant)	-	-
Charges financières	-	-
Produits financiers	-	-

Filiales et participations

LARGO a souscrit à hauteur de 100 % au capital de la SAS LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH). Cette société est en charge de développer l'activité B-to-B de Largo.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avais donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
SAS LARGO BUSINESS	10 000	28 897	100	50 400	50 400			14 989	(- 4 934)	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie

BP 58604

44186 NANTES CEDEX 4

LARGO**4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE****9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN**

- 1- Afin de pouvoir financer ses travaux d'aménagement, la société LARGO a eu recours aux emprunts bancaires suivants :
 - Emprunt de 250 000 €, le 05/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,88 % par annuités mensuelles sur 67 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 13 504 €.
 - Emprunt de 250 000 €, le 28/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,55 % par annuités mensuelles sur 66 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 29 603 €.
 Les garanties sur ces prêts sont les suivantes :
 - Nantissement du fonds de commerce en 1^{er} rang.
 - Nantissement du fonds de commerce en 1^{er} rang.

- 2- Afin de pouvoir financer et développer l'interface de « BUY BACK », la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 200 000 €, le 31/07/2019, remboursable à taux fixe 1,12 % par annuités mensuelles sur 55 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 35 173 €.
 Les garanties sur ce prêt sont les suivantes :
 - GARANTIE DU FONDS EUROPEEN D'INVESTISSEMENT à hauteur de 100 000 euros pour une durée de 55 mois
 - Nantissement sur le fonds de commerce de rang 3 pour 200 000 €.

- 3- Afin de pouvoir financer ses besoins professionnels d'innovation et de croissance : la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 300 000 €, le 09/08/2019, remboursable à taux fixe de 1,55 % par annuités mensuelles sur 48 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 57 675 €.
 Les garanties sur ce prêt sont les suivantes : Garantie BPI 50% et InnovFin 50%

- 4- Les emprunts suivants bénéficient de la garantie de l'Etat telle que prévue par l'arrêté du 23 mars 2020 :
 - Emprunt de 330 000 € souscrit le 23/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.75 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 202 966 €
 - Emprunt de 220 000 € souscrit le 24/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.57 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 132 751 €
 - Emprunt de 550 000 € souscrit le 26/06/2020, remboursable au taux fixe de 1.34 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 332 405 €

- 5- La société a recours à un prestataire de factoring auprès duquel il cède ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Au 30/06/2023, le montant des créances cédées au factor s'élève à 232 319 €

- 6- Couverture de change : aucune nouvelle couverture souscrite sur le S1 2023.

- 7- la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
 - Emprunt de 2 500 000 €, le 11/01/2022, remboursable à taux fixe 3,53 % par annuités trimestrielles sur 29 trimestres. Au 30/06/2023, le capital restant dû est de 2 500 000 €.
 Les garanties sur ce prêt sont les suivantes : Garantie BPI 30% et Fonds Européen d'Investissement (FEI) 50%